

Qu'en est-il de votre rôle et de votre responsabilité en qualité d'administrateur ?

La responsabilité des administrateurs

1. La responsabilité civile – l'entreprise en difficultés
2. La responsabilité pénale – la délégation

Le délégué à la gestion journalière

« Tous les actes d'administration ne dépassant pas les besoins de la vie quotidienne de la société ou qui, en raison tant de leur peu d'importance que de la nécessité d'une prompte solution, ne justifient pas l'intervention du Conseil lui-même ».

1. La responsabilité civile

1. La notion de faute et son appréciation par le juge
 - Violation d'une obligation « réglementaire » et manquement à l'obligation générale de prudence
 - La solidarité
 - Pas de distinction entre les administrateurs
2. « *Appréciation marginale* »
 - Marge de manœuvre
3. Appréciation a priori et remise dans le contexte
 - La preuve est essentielle
4. Le lien de causalité
5. Le dommage et son évaluation: Enjeu essentiel de l'action
6. Critique de certaines positions jurisprudentielles relatives à la détermination du dommage
 - Dommages nécessairement réalisés

A. La responsabilité des dirigeants dans l'entreprise en difficulté

1. Situation périlleuse
 - Volonté « d'y croire »
 - Poursuite des activités
 - Tenir compte des tiers et limiter le dommage
2. La notion d'entreprise en difficulté et les devoirs particuliers des dirigeants
 - Pas de définition légale ni de régime général
3. Quel est le reproche des tiers?

4. Les tentatives de sauvetage des sociétés en difficulté

- Sauvegarde versus aggravation
- Devoirs dégagés par jurisprudence

- 1) Obligation d'intervention
- 2) Identification
- 3) Evaluation continue de la poursuite des activités
- 4) Rigueur, notamment comptable
- 5) Plan
- 6) Réévaluation et contrôle

B. Obstacles à la mise en œuvre de l'action en responsabilité civile

1. La décharge

- Effet limité : ne vaut que vis-à-vis de la société
- Condition de validité de la décharge (AGO, comptes exacts, vote spécial)

2. La prescription

- 5 ans

3. Désolidarisation

- Nature collégiale du conseil d'administration
- Conditions de la désolidarisation

- 1) Pas de participation à l'infraction
- 2) Pas de faute personnellement imputable
- 3) Pas connaissance ou si connaissance, dénonciation à la prochaine AG

4. Démission

- Modalités

Fautes commises avant la démission

Fautes commises après la démission

- 1) Vis-à-vis de la société : effet dès la notification
- 2) Vis-à-vis des tiers (y compris le curateur) : effet dès la publication aux Annexes du Moniteur belge
- 3) Exemple malheureux : *Dura Lex Sed Lex*

2. La responsabilité pénale

Conditions relatives au délégant	Conditions concernant les pouvoirs délégués	Conditions relatives au délégataire
Personne physique ou morale	Pouvoirs transférés au délégataire: a. Sont-ils déléguables ? b. Description précise	Personne physique ou morale
Absence de faute et de fraude	Délégation de pouvoirs claire et explicite	Compétence
Mise de moyens suffisants à disposition du délégataire	Transfert de pouvoirs limités et précis	Autorité
Surveillance régulière de l'exercice des pouvoirs par le délégataire	Transfert de pouvoirs effectifs	Moyens nécessaires Acceptation de la délégation